



**LE 6 DECEMBRE 2017,
RASSEMBLONS-NOUS
A CHARTRES DEVANT L'ARS A 10H30 POUR
REFUSER LA CASSE DE NOTRE SERVICE
PUBLIC ET LA GESTION DES SOINS
COMME UNE MARCHANDISE**

La conférence régionale de santé aura lieu 7 Décembre à l'ARS Orléans.

Dans la continuité de la lutte contre la destruction de notre service de santé, il est ensuite prévu une action en mars 2018 lors de la présentation du plan santé lors du CESER. En suivra aussi une occupation et un investissement du conseil régional lors du vote de plan qui aura lieu après la présentation de mars 2018.

Comme vous le savez sans doute toutes et tous, un nouveau plan régional de santé (PRS) est en cours d'élaboration et sera l'objet de débats publics au niveau régional d'ici la fin 2017 et durant le premier semestre 2018.

L'élaboration de ce nouveau plan régional s'effectue dans le cadre de la réduction des moyens pour l'hôpital public dicté par l'Union Européenne et mise en musique par le gouvernement avec l'objectif d'atteindre de 22000 nouvelles suppressions de postes, 16000 suppressions de lits, la poursuite des fermetures de services et d'établissements.

D'expérience nous le savons tous rien n'est gagné et rien n'est joué d'avance face à une ARS aux ordres du ministère de la santé qui entend opérer de nouveaux tours de vis en matière de moyens attribués aux établissements de santé avec déjà des coupes sombres annoncées à Tours avec le projet de suppression de 400 postes et lits.

De Rocard à Fabius, de Evin, Mattei, Douste-Blazy à Bachelot en passant par Kouchner, Juppé, Valls..., tous les premiers ministres et ministres de la santé de droite comme du PS se sont acharnés pour casser le système de sécurité sociale et réduire les réponses aux besoins croissant des populations.

Nous vivons depuis le tournant de la rigueur du début des années 80 un véritable basculement du point de vue des politiques salariales, et en matière de protection sanitaire et sociale. Une rupture qui a plongé le salariat dans une spirale de la régression permanente pour l'accès aux soins, l'égalité des citoyens devant le système de santé, et la réduction des ressources de la sécu avec au bout de plus en plus de pauvreté, d'exclusion et drames humains.

Le secteur de la santé et particulièrement de la Santé publique et de l'action sociale a subi une véritable déferlante de réformes, de plans de financement sans cesse réajustés à la baisse et conjuguées aux réductions continues des dépenses publiques, des exonérations de cotisations sociales aux entreprises.

Une logique de casse et de privatisation contraire à l'intérêt général.

Suppressions des lits, transformation des services et des établissements n'ont cessé avec en parallèle comme dans l'industrie, externalisation de tout ce qui ne relève pas du cœur de métier dictés par tous ces technocrates et élus qui conçoivent l'organisation et la gestion du soin comme d'une marchandise.

Externalisations, mutualisations s'articulent avec privatisations des services radiologiques, des maternités, des laboratoires, des centres d'appels des urgences, des Samu, des services d'entretien, de maintenance des matériels, des blanchisseries, des espaces verts, des transports etc...

Tout a été organisé, orchestré pour casser l'hôpital public dans sa position de pivot central en matière de santé dans les territoires, pour le déshumaniser et pour ternir son image dans les populations.

Des pans entiers de la santé jugés par les réformateurs insuffisamment rentables ont été sacrifié à l'exemple de la psychiatrie et de l'action sociale, d'autres ont été transféré aux libéraux de la santé qui

pour certains officient dans les murs des hôpitaux publics et d'autres (voir les mêmes) dans les cliniques privées sous le contrôle des grands groupes capitalistes de la santé.

Ces politiques publiques ont généré des conditions de travail épouvantables une souffrance au travail terrible et générale pour les personnels pressurés générant l'épuisement professionnel, les dépressions et nombreux suicides touchant toutes les catégories d'intervenants dans le secteur de la santé.

les ehpad, établissements d'hébergements pour personnes âgées (maisons de retraite) en Indre-et-Loire, dans le Cher, le Loir-et-Cher, l'Indre et l'Eure-et-Loir.

Elles le sont aussi pour les services des urgences, de chirurgies et des maternités également en luttant, dans quelques cliniques ou les salariés vivent des situations professionnelles souvent aussi difficiles que dans les établissements de la FPH.

Pas une ville pas un département n'a échappé à cette escalade régressive à l'origine de luttes dures et longues à Vierzon, Dreux, à Vendôme, à Pithiviers, à Cloche ville, au CHU de Tours, au CH à Blois, à celui de Bourges, à Amboise, au Blanc, à Gallardon...

Quelques soient les situations, les lieux de résidences toutes et tous sont confrontés à la pénurie des moyens pour apporter des réponses pour une prise en charge et des soins de qualité.

Actifs, privés de travail, retraités, jeunes, plus anciens, les femmes comme les hommes, tous sont concernés par l'inégalité d'accès aux soins voire l'impossibilité d'y recourir du fait de l'éloignement, de l'insuffisance de moyens financiers et de professionnels de santé à proximité des lieux de travail et de résidences.

La santé qui devrait représentée un investissement pour promouvoir l'humain au centre de la société est devenue pour les chantres du libéralisme un coût, la protection sociale une charge à l'origine des campagnes de culpabilisation. La catastrophe sanitaire que nous vivons depuis une trop longue période dans notre région constitue le révélateur de la faillite des politiques publiques conduites par l'ensemble des gouvernements et majorités politiques depuis cinq décennies.

C'est dans ce contexte que se prépare le futur plan régional de santé qui viendra en débat à la conférence régionale de santé du 7 décembre 2017 pour revenir ensuite devant le Ceser et ensuite faire l'objet d'un vote du conseil régional.

Ce nouveau plan pour notre région comme toutes les autres s'élabore dans le cadre de la ligne du comité interministériel de performance et de modernisation prévu d'ici 2026 qui prévoit l'austérité renforcée avec à la clef de nouvelles suppressions massives de postes et fermetures de lits d'hôpitaux.

La santé au centre de l'aménagement du territoire régional.

Il se prépare en parallèle d'un schéma régional d'aménagement du territoire régional. Ces deux schémas et plans qui vont s'élaborés sous la dictée du préfet de région et du conseil régional seront marqués si les salariés et populations ne se mobilisent pas du saut de la logique économique dominante générant nouvelles réductions des moyens, baisse des dotations, recul du service public, privatisations et disparition des réponses aux besoins de santé des habitants de notre région.

Nous n'avons pas d'autre alternative que de discuter et convaincre les salariés pour leur montrer qu'il est urgent de nous mobiliser, de lutter nombreux pour battre Macron et son gouvernement et pour imposer de nouvelles avancées sociales.

PROFESSIONNELS ET USAGERS, RETROUVONS-NOUS LE 06 DECEMBRE 2017 A 10H30

Pour nous contacter :

Adresse mail : syndicgthosto@yahoo.fr



syndicat CGT des hospitaliers de Chartres

Tél fixe : 02 37 30 38 00

Tél portable : 06 87 15 46 47

